

Toutefois, est classé dans l'enseignement artistique supérieur du deuxième degré l'enseignement donné aux étudiants qui obtiennent entre le 31 août 1978 et le 31 août 1983 un diplôme délivré après quatre années d'études et selon les dispositions qui étaient en vigueur dans l'établissement en 1978-1979.

Art. 2. Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur le 1er septembre 1979.

Bruxelles, le 16 mai 1980.

A. DEGROEVE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NÉERLANDAISE

F. 81 — 143

12 JANVIER 1981. — Arrêté royal déterminant la compétence, la composition et le fonctionnement du Conseil de l'Enseignement pluraliste

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par les lois du 11 juillet 1973 et du 14 juillet 1975, notamment l'article 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er, tel qu'il a été remplacé par l'article 15 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence de rendre possible, dès le 1er septembre 1981, l'exécution de la loi du 14 juillet 1975 modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Éducation nationale et de Notre Ministre de la Communauté flamande et Adjoint à l'Éducation nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Conseil de l'Enseignement pluraliste, visé à l'article 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 14 juillet 1975, est composé de 28 membres effectifs désignés de manière à ce qu'aucune tendance philosophique ou religieuse n'y dispose de la majorité.

Les Ministres fixeront les modalités d'appel aux candidats en vue de la mise en place du Conseil de l'enseignement pluraliste tel qu'il sera composé la première fois.

Chaque Ministre de l'Éducation nationale compétent désignera 14 membres n'ayant pas dépassé l'âge de 65 ans. Le Ministre de l'Éducation nationale (F) désignera au moins un membre appartenant à la Communauté culturelle allemande.

Les membres du Conseil sont répartis en une Chambre française et une Chambre néerlandaise. Dans chaque Chambre, aucune tendance philosophique ou religieuse ne disposera de la majorité.

Chacune des Chambres élit en son sein, et pour un terme de deux ans, un président et un vice-président.

Lors de la première élection, les présidents de chacune des Chambres ne pourront appartenir à la même tendance philosophique ou religieuse. Leur tendance sera déterminée par tirage au sort.

Les vice-présidents ne peuvent appartenir à la même tendance que leur président.

Sont élus les candidats qui ont obtenu plus de la moitié des votes valables. Si cette majorité n'est pas atteinte après trois scrutins, est alors élu le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Art. 2. Pour chacun des membres effectifs, les Ministres de l'Éducation nationale désignent, selon la même procédure et les mêmes modalités que celles prévues à l'article 1er, un suppléant appartenant à la même tendance que le membre effectif.

Het onderwijs gegeven aan de studenten die tussen 31 augustus 1978 en 31 augustus 1983 een diploma, uitgereikt na vier jaar studies, volgens de in 1978-1979 in de inrichting geldende bepalingen bekomen, wordt echter bij het artistieke hoger onderwijs van de tweede graad ingedeeld.

Art. 2. De secretaris-generaal is belast met de uitvoering van dit besluit, dat met ingang van 1 september 1979 uitwerking heeft.

Brussel, 16 mei 1980.

A. DEGROEVE

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

N. 81 — 143

12 JANUARI 1981. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de samenstelling, de bevoegdheid en de werking van de Raad van het Pluralistisch Onderwijs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd door de wetten van 11 juli 1973 en 14 juli 1975, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, zoals het werd vervangen door artikel 15 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid tot verwezenlijken vanaf 1 september 1981, van de uitvoering van de wet van 14 juli 1975 houdende wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

Op de voordracht van Onze Ministers van Nationale Opvoeding en van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en Adjunct voor Nationale Opvoeding en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Raad van het Pluralistisch Onderwijs, bedoeld bij artikel 2 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals dit gewijzigd werd in het bijzonder door de wet van 14 juli 1975, wordt samengesteld uit 28 effectieve leden, aldus aangeduid dat geen enkele filosofische of religieuze strekking over de meerderheid beschikt.

De Ministers bepalen de modaliteiten van kandidatuurstelling met het oog op de eerste samenstelling van de Raad van het Pluralistisch Onderwijs.

Elke bevoegde Minister van Nationale Opvoeding duidt 14 leden aan, die de leeftijdsgrens van 65 jaar niet hebben overschreden. Ten minste één van de leden aangeduid door de Minister van Nationale Opvoeding (F) behoort tot de Duitse Cultuurgemeenschap.

De leden van de Raad worden verdeeld in een Nederlandstalige en in een Franstalige Kamer. In geen van de Kamers heeft een filosofische of religieuze strekking de meerderheid.

Elke Kamer kiest in zijn schoot een voorzitter en ondervoorzitter voor een mandaat van twee jaar.

De eerste maal mogen de voorzitters niet tot dezelfde filosofische of religieuze strekking behoren. Het lot zal beslissen over de strekking van de te kiezen voorzitters.

De ondervoorzitters mogen niet tot dezelfde strekking behoren als hun voorzitter.

Is verkozen de kandidaat die meer dan de helft van de geldige stemmen heeft bekomen. Indien deze meerderheid niet na drie stemronden bereikt wordt, wordt de kandidaat verkozen die de meeste stemmen heeft behaald.

Art. 2. Er wordt door elke Minister van Nationale Opvoeding, volgens dezelfde procedure en modaliteiten als voorzien in artikel 1, voor elk effectief lid een plaatsvervanger aangeduid die behoort tot dezelfde strekking als het effectief lid.

Art. 1. § 1er. Les membres du premier Conseil rédigeront la Charte de l'école pluraliste.

§ 2. Les membres effectifs et suppléants sont nommés par Nous pour un terme renouvelable de quatre ans, après avoir affirmé par déclaration actée et signée leur adhésion à la Charte de l'enseignement pluraliste. Les présidents sont nommés par Nous pour un terme de deux ans.

§ 3. Lorsqu'un membre effectif est dans l'impossibilité d'achever son mandat, son suppléant le remplace et devient membre effectif. Un nouveau suppléant est désigné pour achever le mandat vacant.

Art. 4. Le Conseil de l'Enseignement pluraliste a pour mission :

1° de rédiger et le cas échéant de modifier la Charte de l'Enseignement pluraliste;

2° de fixer les critères de reconnaissance des écoles pluralistes;

3° de prendre toute initiative tendant à promouvoir l'enseignement pluraliste;

4° de fixer la procédure d'appel aux candidats membres du Conseil.

Art. 5. La Chambre française et la Chambre néerlandaise ont pour mission, chacune dans leur Communauté respective :

1° de reconnaître les écoles dispensant un enseignement pluraliste et d'approuver la composition de leur conseil scolaire et de leur conseil d'administration. Toute modification dans la composition de ces organes doit être soumise à l'approbation de la Chambre compétente;

2° de contrôler si les écoles reconnues satisfont aux exigences de pluralité et de pluralisme visées par la loi précitée du 29 mai 1959 et par la Charte;

3° de retirer le cas échéant la reconnaissance d'une école.

4° de donner un avis sur les propositions du conseil scolaire touchant la nomination à titre définitif du personnel d'une école pluraliste;

5° de proposer des mesures et de prendre des initiatives visant à la promotion de l'enseignement pluraliste;

6° d'organiser et de stimuler toute activité de nature à améliorer l'enseignement dans ces écoles;

7° faire des propositions au Ministre compétent pour chaque renouvellement de la Chambre.

Art. 6. Le Conseil est convoqué par les deux présidents conjointement soit de leur propre initiative, soit à la demande d'au moins un tiers des membres.

Les Chambres sont convoquées par leur président respectif soit de sa propre initiative, soit à la demande d'au moins un tiers des membres.

Art. 7. § 1er. Les réunions du Conseil sont dirigées, à tour de rôle, par l'un des présidents.

§ 2. En cas d'absence d'un membre effectif, celui-ci avertit le président et demande à son suppléant de le remplacer. Ce dernier assiste à la réunion avec voix délibérative.

§ 3. Le vote sur un point de l'ordre du jour traité pour la première fois n'est valable que si les deux tiers au moins des membres de chacune des tendances philosophiques ou religieuses sont présents.

Le vote sur un point qui n'est pas traité pour la première fois n'est valable que si la moitié au moins des membres de chacune des tendances philosophiques ou religieuses sont présents.

§ 4. Les décisions sont prises ou les avis sont donnés à la majorité des deux tiers des voix émises valablement.

§ 5. Les §§ 2, 3 et 4 du présent article sont également applicables aux réunions des Chambres.

Art. 8. Le Conseil et chacune des Chambres fixent leur règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur prévoit un secrétariat pour chaque Chambre. Les deux secrétariats constituent le secrétariat du Conseil.

Le secrétaire, qui n'est pas membre de la Chambre, n'a qu'une voix consultative.

Art. 3. § 1. De leden van de voor de eerste maal samengestelde Raad stellen de Keure van de pluralistische school op.

§ 2. Nadat alle leden, effectieve en plaatsvervangende, bij ondertekende en geacteerd verklaring hun gehechtheid aan de Keure van het Pluralistisch Onderwijs hebben bevestigd, worden zij door Ons benoemd voor een mandaat van vier jaar, dat hernieuwbaar is. De voorzitters worden door Ons benoemd voor een mandaat van twee jaar.

§ 3. Indien een effectief lid zijn functie niet meer kan vervullen, wordt zijn mandaat voltooid door zijn plaatsvervanger als effectief lid. Er wordt in een nieuwe plaatsvervanger voorzien om het vrijgekomen mandaat te voleinden.

Art. 4. De Raad van het Pluralistisch Onderwijs heeft tot opdracht :

1° het opstellen en, in voorkomend geval, het wijzigen van de Keure van het Pluralistisch Onderwijs;

2° het vaststellen van de criteria voor erkenning van de pluralistische scholen;

3° initiatieven te nemen om het pluralistisch onderwijs te bevorderen;

4° de procedure op te stellen voor oproep van de kandidaten voor de Raad.

Art. 5. De Nederlandstalige en de Franstalige Kamer hebben, elk voor zijn gemeenschap, tot opdracht :

1° scholen te erkennen als pluralistisch en de samenstelling van de raad van beheer en de schoolraad goed te keuren. Elke wijziging in de samenstelling van deze organen moet aan de goedkeuring van de bevoegde Kamer onderworpen worden;

2° te controleren of de erkende scholen voldoen aan de eisen van verscheidenheid en pluralisme bedoeld bij voornoemde wet van 29 mei 1959 en bij de Keure;

3° in voorkomend geval de erkenning van een school in te trekken;

4° advies te geven over de voorstellen vanwege de schoolraad tot vaste benoeming van het personeel van een pluralistische school;

5° initiatieven te nemen en maatregelen voor te stellen om het pluralistisch onderwijs te bevorderen;

6° elke activiteit organiseren en stimuleren die van aard is om het onderwijs in deze scholen te verbeteren;

7° voorstellen te doen aan de bevoegde Minister voor iedere nieuwe samenstelling van de Kamer.

Art. 6. De beide voorzitters samen roepen de Raad bijeen op hun initiatief, ofwel op vraag van minstens een derde van de leden.

Elke voorzitter roept zijn Kamer bijeen op eigen initiatief, ofwel op vraag van ten minste een derde van de leden.

Art. 7. § 1. De vergaderingen van de Raad worden beurtelings geleid door een van de voorzitters.

§ 2. Een effectief lid, in geval van afwezigheid, verwittigt de voorzitter en verzoekt zijn plaatsvervanger zitting te nemen. Deze woont de vergadering bij met medebeslissende stem.

§ 3. Er kan slechts geldig gestemd worden over het punt op de agenda dat voor de eerste keer wordt behandeld, als ten minste twee derde van de leden van elk der filosofische of religieuze strekkingen aanwezig is.

Over een punt dat niet voor de eerste keer wordt behandeld, kan geldig gestemd worden als ten minste de helft van de leden van elk der filosofische of religieuze strekkingen aanwezig is.

§ 4. Beslissingen worden genomen of adviezen worden gegeven met een meerderheid van twee derde van de geldig uitgebrachte stemmen.

§ 5. De paragrafen 2, 3 en 4 hierboven zijn eveneens van toepassing op de vergaderingen van de Kamers.

Art. 8. De Raad van elke Kamer stelt zijn huishoudelijk reglement vast. Het reglement voorziet in een secretariaat voor elk van de Kamers. Samen vormen zij het secretariaat van de Raad.

Indien een secretaris geen lid is van de Kamer, heeft hij enkel raadgevende stem.

Art. 9. Nos Ministres qui ont l'Education nationale dans leurs attributions, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 12 janvier 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

W. CALEWAERT

Le Ministre de la Communauté flamande
et Adjoint à l'Education nationale,

G. GEENS

Le Ministre de l'Education nationale.

Ph. BUSQUIN

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 81 — 144

23 DECEMBRE 1980. — Arrêté royal modifiant, pour le financement du pécule de vacances afférent à l'exercice de vacances 1979, l'arrêté royal du 15 janvier 1971 déterminant des modalités spéciales d'application aux employeurs et aux travailleurs manuels de l'industrie et du commerce du diamant, de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 3, § 4, alinéa 6, modifié par les lois des 13 juin 1966 et 28 mars 1975 et par l'arrêté royal du 9 mars 1977;

Vu les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, notamment l'article 23;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1971, déterminant des modalités spéciales d'application aux employeurs et aux travailleurs manuels de l'industrie et du commerce du diamant, de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés, notamment l'article 4, § 1er, modifié par les arrêtés royaux des 22 octobre 1975 et 17 juillet 1979;

Vu l'avis de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant qu'il doit être assuré d'urgence pour l'industrie et le commerce du diamant un financement suffisant des pécules de vacances afférents à l'exercice de vacances 1979;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944. Erratum : *Moniteur belge* du 25 janvier 1945.

Loi du 13 juin 1966, *Moniteur belge* du 18 juin 1966.

Loi du 28 mars 1975, *Moniteur belge* du 8 avril 1975.

Arrêté royal du 15 janvier 1971, *Moniteur belge* du 23 février 1971.

Arrêté royal du 28 juin 1971, *Moniteur belge* du 30 septembre 1971. Errata : *Moniteur belge* du 25 décembre 1971.

Arrêté royal du 22 octobre 1975, *Moniteur belge* du 3 décembre 1975.

Arrêté royal du 9 mars 1977, *Moniteur belge* du 31 mars 1977.

Arrêté royal du 17 juillet 1979, *Moniteur belge* du 1er août 1979.

Arrêté royal du 16 octobre 1980, *Moniteur belge* du 22 novembre 1980.

Art. 9. Onze Ministers die de Nationale Opvoeding in hun bevoegdheid hebben, worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 januari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CALEWAERT

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap
en Adjunct voor Nationale Opvoeding,

G. GEENS

De Minister van Nationale Opvoeding,

Ph. BUSQUIN

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 81 — 144

23 DECEMBER 1980. — Koninklijk besluit waarbij voor de financiering van de vakantiegelden met betrekking tot het vakantiedienstjaar 1979, het koninklijk besluit van 15 januari 1971 tot vaststelling van andere toepassingsregelen voor de werkgevers en voor de handarbeiders van de diamantnijverheid en -handel, van de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders wordt gewijzigd (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 3, § 4, zesde lid, gewijzigd bij de wetten van 13 juni 1966 en 28 maart 1975 en bij het koninklijk besluit van 9 maart 1977;

Gelet op de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1971 tot vaststelling van nadere toepassingsregelen voor de werkgevers en voor de handarbeiders van de diamantnijverheid en -handel, van de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders, inzonderheid op artikel 4, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 oktober 1975 en 17 juli 1979;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de diamantnijverheid en -handel;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat voor de diamantnijverheid en de diamant-handel dringend moet worden voorzien in een voldoende financiering van de vakantiegelden met betrekking tot het vakantiedienstjaar 1979;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944. Erratum : *Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1945.

Wet van 13 juni 1966, *Belgisch Staatsblad* van 18 juni 1966.

Wet van 28 maart 1975, *Belgisch Staatsblad* van 8 april 1975.

Koninklijk besluit van 15 januari 1971, *Belgisch Staatsblad* van 23 februari 1971.

Koninklijk besluit van 28 juni 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 september 1971. Errata : *Belgisch Staatsblad* van 25 december 1971.

Koninklijk besluit van 22 oktober 1975, *Belgisch Staatsblad* van 3 december 1975.

Koninklijk besluit van 9 maart 1977, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1977.

Koninklijk besluit van 17 juli 1979, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1979.

Koninklijk besluit van 16 oktober 1980, *Belgisch Staatsblad* van 22 november 1980.